

## II. RÉGIME DE POLITIQUE COMMERCIALE: CADRE ET OBJECTIFS

### 1) APERÇU GÉNÉRAL

1. Depuis 1998, année qui a ouvert ce que les Indonésiens appellent l'ère des réformes (*era reformasi*), la bonne gouvernance est au centre des programmes de réforme du gouvernement. Jusqu'à la fin de 2003, des réformes économiques unilatérales avaient contribué à stabiliser la situation macro-économique, restructurer le secteur financier, démanteler les monopoles d'État et renforcer les politiques de libéralisation du commerce et de l'investissement. Depuis 2004, le gouvernement a accordé la priorité à l'amélioration du climat de l'investissement en Indonésie et axé ses réformes sur la révision de la législation dans les domaines de l'investissement, de la fiscalité, des douanes et du travail, tout en continuant de libéraliser le commerce. Il a aussi mené une efficace campagne de lutte contre la corruption et jeté les bases d'une réforme de l'appareil judiciaire et de la fonction publique.

2. L'Indonésie a connu une transition relativement rapide vers un État démocratique et décentralisé. Engagé en 1999, le processus de décentralisation a conduit le gouvernement central à transférer de larges pans de son autorité en matière de dépenses et de services publics à 440 collectivités locales. L'introduction par ces dernières de mesures fiscales ayant un effet de distorsion sur les échanges semble avoir accru l'imprévisibilité pour les investisseurs étrangers. La décentralisation peut en outre avoir aggravé les obstacles au commerce intérieur et au mouvement des facteurs de production à l'intérieur du pays, et accru l'inquiétude des investisseurs quant à la faiblesse de l'administration et à la lenteur des formalités. Par contre, les investisseurs potentiels pourraient tirer parti de ce que les collectivités locales commencent à rivaliser entre elles pour offrir les meilleures conditions possibles à l'investissement. Toutefois, dans la mesure où, pour ce faire, celles-ci sont amenées à faire de la surenchère dans le domaine des incitations à l'investissement, cela pourrait aussi entamer leur capacité à procéder aux dépenses et aux investissements publics nécessaires pour répondre aux besoins de développement du pays, notamment en matière d'infrastructure.

3. Le gouvernement s'est fixé pour objectif d'accroître l'efficacité de l'économie en ouvrant les marchés et en libéralisant le commerce, en protégeant les droits de propriété intellectuelle, en renforçant la primauté du droit et la transparence, en améliorant le climat de l'investissement et en encourageant la concurrence. À cette fin, il a entrepris de revoir les règles et les réglementations relatives aux importations et aux exportations de même que le régime des licences d'exploitation, l'intention étant d'identifier, pour y remédier, les lourdeurs administratives et les déficiences de la politique du commerce et de l'investissement.

4. Au cours de la période considérée, s'agissant des négociations commerciales internationales, l'Indonésie a engagé une triple démarche: multilatérale, sous les auspices de l'OMC; régionale, dans le cadre des accords de l'ANASE et de l'ANASE+; et bilatérale. C'est avec le Japon qu'elle négocie actuellement son premier accord commercial bilatéral, et d'autres accords de même nature sont à l'étude. Si l'Indonésie considère que cette démarche multidirectionnelle est devenue une nécessité, elle pense en dernière analyse que le système commercial multilatéral reste la meilleure option. Afin de faciliter la réalisation de ses objectifs, le gouvernement a mis sur pied l'Équipe nationale de négociation commerciale, qui est responsable de la stratégie d'ensemble pour les négociations.

5. Au début de 2006, le gouvernement a annoncé un programme d'action pour l'amélioration du climat de l'investissement, qui, ayant fait l'objet d'une instruction présidentielle, bénéficie d'un engagement politique très ferme. Ce programme prévoit la soumission au Parlement d'un projet de loi sur l'investissement, l'établissement d'une nouvelle liste négative applicable aux investissements, la

réduction drastique du délai requis pour la création d'une entreprise, l'accélération du processus de réexamen des réglementations locales susceptibles de nuire à l'esprit d'entreprise, ainsi que la rationalisation des procédures douanières et l'amélioration des règlements douaniers.

## 2) CADRE CONSTITUTIONNEL ET INSTITUTIONNEL GÉNÉRAL

6. Au lendemain de la crise économique-financière asiatique de 1997 (et de la chute du régime Soeharto en 1998), l'Indonésie a lancé une série de réformes politiques et institutionnelles, qui a abouti à la naissance de nouveaux partis politiques, à la restructuration du Parlement et à la délégation, par le gouvernement central, de nombreux pouvoirs. En 2004, le Président et le Vice-Président ont été élus pour la première fois au suffrage universel direct, et les forces de sécurité ont perdu le droit automatique d'être directement représentées au sein du pouvoir législatif.

7. La plus haute autorité de l'État est l'Assemblée consultative du peuple (*Majelis Permusyawaratan Rakyat* ou *MPR*), qui est composée des 550 membres élus de la Chambre des représentants du peuple (*Dewan Perwakilan Rakyat* ou *DPR*), l'organe législatif national, et de la Chambre des représentants des régions (*Dewan Perwakilan Daerah* ou *DPD*). La DPD compte 128 membres directement élus par les 33 provinces d'Indonésie, et ses pouvoirs législatifs sont officiellement limités à certaines questions d'intérêt spécifiquement régional. Le pouvoir d'approuver les lois appartient principalement à la chambre basse, la DPR. L'adoption d'un projet de loi à la DPR passe par quatre étapes: un exposé des motifs, un débat général, un échange de vues entre les commissions compétentes et le gouvernement, et un débat final clos par un vote. Une fois approuvé, le texte est envoyé au Président pour ratification. Aux termes de la Constitution, le Président cumule les fonctions de chef d'État et de chef de l'exécutif<sup>1</sup>, lequel comprend en outre le vice-président et actuellement 26 ministres qui sont responsables devant le Président. Le pays compte 33 provinces, chacune dirigée par un gouverneur, et la conduite des affaires locales est assurée selon un système à trois niveaux par les assemblées de province, de district et de village. L'élection des gouverneurs de province est entérinée par le Président, qui approuve également celle du gouverneur de Jakarta, qui a le statut de district spécial, comme Aceh et Yogyakarta.

### i) Décentralisation

8. Les mesures de décentralisation ayant été suscitées par une situation de crise, c'est dans l'urgence que les pouvoirs publics ont dû en imposer le cadre général. On parle souvent de "Big Bang" à propos de la décentralisation en Indonésie (qui repose sur la Loi n° 22/1999), car les importants transferts de ressources et de responsabilités du gouvernement central et des provinces aux autorités des districts se sont opérés assez rapidement. Dans le cadre des réformes, les districts se sont vu confier onze fonctions clés, tandis qu'un rôle secondaire a été assigné aux provinces.<sup>2</sup> La décentralisation s'est surtout traduite par un transfert d'obligations d'exécution et de personnel des

---

<sup>1</sup> Le Président a l'initiative des lois et des règlements gouvernementaux qui doivent ensuite être approuvés par le Parlement. Il nomme et démet les membres principaux (ministres d'État) du gouvernement. À la suite des amendements apportés en 2002 à la Constitution de 1945, le Président n'est plus élu que pour un mandat de cinq ans, renouvelable une fois. La Constitution a institué un Conseil consultatif présidentiel qui a pour tâche de donner des avis au Président.

<sup>2</sup> Les fonctions qui s'imposent aux districts concernent les secteurs suivants: travaux publics, santé, éducation et culture, agriculture, communication, industrie et commerce, équipement, foncier, coopératives et main-d'œuvre. Dans le cadre de l'élargissement de leurs compétences, 2,5 millions de fonctionnaires des administrations centrale et provinciales ont été transférés vers les districts au cours de la période de transition 2000-2001.

administrations nationales vers les 440 collectivités locales sans toutefois qu'un pouvoir en matière fiscale n'ait été conféré à celles-ci. Peu de recettes publiques sont décentralisées et les administrations de district continuent d'être alimentées par des subventions fixées et versées par le gouvernement central. En revanche, la décentralisation laisse beaucoup de latitude aux collectivités locales pour établir leurs propres priorités dans la plupart des domaines qui sont désormais de leur ressort.

9. Depuis la décentralisation, les régions sont devenues des acteurs clés dans la fourniture des services publics et leur contribution à l'essor économique est de plus en plus importante. En 2004, dernière année pour laquelle on dispose de données budgétaires par régions, celles-ci contrôlaient 35 pour cent du total des dépenses publiques. Compte tenu de la forte progression des transferts opérés en 2006 en faveur des régions grâce au complément de recettes provenant du renchérissement des cours du pétrole et de la réduction des subventions sur les combustibles, la part des régions dans l'investissement public total devrait dépasser 50 pour cent pour cette année-là selon la Banque mondiale.<sup>3</sup>

10. Si la plupart des compétences ont bien été déléguées à plus de 400 districts, rendant les collectivités locales plus comptables de leur administration, les dépenses d'exploitation des entreprises ont augmenté. La décentralisation a compliqué le paysage fiscal dans plusieurs provinces; les collectivités locales sont aujourd'hui habilitées à prélever des taxes additionnelles en sus de celles qui sont imposées par le pouvoir central. Il en résulte que plusieurs des nombreuses réglementations fiscales qui ont vu le jour semblent être d'une légalité douteuse. D'où une plus grande incertitude quant à l'environnement opérationnel pour les investisseurs étrangers, notamment dans les secteurs minier et forestier.

## **ii) Gouvernance**

11. Le gouvernement mène actuellement sa plus grande campagne de lutte contre la corruption depuis l'indépendance, et s'est employé à en renforcer le cadre institutionnel. C'est ainsi que de nouvelles institutions comme la Commission de lutte contre la corruption (KPK), le Tribunal anticorruption, le Service interministériel pour l'éradication de la corruption, la Commission judiciaire<sup>4</sup>, la Commission policière et la Commission des poursuites judiciaires se sont vu conférer des compétences très étendues, et des institutions existantes comme la Commission suprême de

---

<sup>3</sup> Banque mondiale (2006c), page 18. À l'heure actuelle, la capacité des régions à dépenser leurs ressources suscite une vive préoccupation; l'importance des fonds non utilisés qu'elles ont accumulés donne à penser que ce problème n'est pas résolu. L'une des contraintes qui pèsent sur les dépenses régionales semble être la lenteur des réformes en matière de décentralisation. Avec des collectivités locales qui ont d'importantes ressources à mettre en œuvre et qui sont responsables de la plupart des services publics, l'Indonésie est consciente qu'elle peut difficilement se dispenser de dissiper le flou qui entoure la structure de sa décentralisation. Les principales difficultés à surmonter à cet égard sont notamment les suivantes: l'on ne sait pas encore très bien qui est chargé des grands services publics, les administrations centrales continuant à consacrer plus de la moitié de leurs budgets de développement au financement dans les régions de services d'infrastructure qui sont du ressort des provinces et des districts; contrairement à la plupart des pays décentralisés, l'Indonésie n'a pas transféré d'importantes compétences en matière fiscale aux collectivités locales; et en dépit des responsabilités accrues confiées aux gouvernements sous-nationaux, l'Indonésie ne dispose pas encore d'un système de communication d'informations budgétaires et financières qui puisse faciliter le contrôle et l'évaluation systématiques des résultats obtenus par les collectivités locales et offrir une base solide pour l'affectation des ressources.

<sup>4</sup> Par un arrêt rendu en août 2006, la Cour constitutionnelle a retiré à la Commission judiciaire le pouvoir de superviser la Cour suprême et d'examiner de près les nombreuses plaintes de citoyens à l'endroit des 51 juges de cette dernière.

vérification des comptes et le bureau du Procureur général ont désormais un rôle plus actif. Des enquêtes médiatisées ont été menées à tous les échelons de l'État, de même qu'au sein des entreprises publiques, et un certain nombre de poursuites a abouti à des condamnations. En conséquence, les indicateurs de corruption et de gouvernance semblent s'améliorer lentement.

12. C'est ainsi que dans l'enquête sur la perception de la corruption conduite par Transparency International (TI) pour 2006, l'Indonésie s'est classée au 33<sup>ème</sup> rang à partir du bas sur une liste de 164 pays<sup>5</sup>, ce qui marque un progrès par rapport aux années précédentes (le pays occupait le 11<sup>ème</sup> rang à partir du bas en 2003). Toutefois, l'Indonésie continue d'être perçue comme l'un des pays les plus corrompus au monde. La corruption, selon TI, sévit dans toutes les couches de la société, au sein des institutions publiques et dans les relations entre ces institutions et les entreprises et les citoyens. La culture de la corruption - verser des pots-de-vin, percevoir des à-côtés et toucher sa part - continue de prévaloir largement en Indonésie, et ce n'est que très récemment qu'on s'y est attaqué. Si certains succès ont été remportés en matière de poursuites judiciaires, les progrès ont été plus décevants dans la mise en œuvre d'une stratégie de réformes institutionnelles et politiques visant à prévenir la corruption et à améliorer durablement la gouvernance. Le blocage principal semble tenir au peu de résultats de la réforme de l'administration et de la fonction publique.

13. Dans ce contexte, la réforme des douanes occupe une place élevée dans les préoccupations du gouvernement en matière de gouvernance; elle vise, entre autres, à combattre la contrebande, la fraude douanière et les demandes de versements officieux, qui ajoutent aux coûts et à l'incertitude du commerce. En octobre 2006, le Parlement a approuvé une nouvelle législation douanière qui devrait réduire les délais et le coût du dédouanement et permettre de faire reculer la contrebande rampante.

### 3) STRUCTURE DE LA FORMULATION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

14. Pour l'essentiel, la responsabilité finale de la formulation et de la mise en œuvre de la politique commerciale et des autres politiques économiques relève du Président et du Cabinet. Afin de rationaliser le fonctionnement du Cabinet, début décembre 2005, le Président a procédé à un léger remaniement qui a touché deux ministres chargés de la coordination, deux ministres d'État et deux autres ministres. Dans le cadre des efforts déployés par le gouvernement pour améliorer le climat et la compétitivité économiques en Indonésie, deux équipes interministérielles ont été créées en vue, sur un plan général, d'améliorer la coordination des stratégies du gouvernement et de ses positions dans les discussions et les négociations commerciales et de favoriser le développement des secteurs stratégiques. Un décret présidentiel a réactivé le Service national pour la promotion des exportations et des investissements (*Tim Nasional Peningkatan Ekspor dan Peningkatan Investasi* ou PEPI), institué en 2003, et l'a placé sous la conduite du Président. Le PEPI est principalement chargé: de formuler les politiques de promotion des exportations et des investissements; d'arrêter les mesures à prendre à cette fin; et d'évaluer les enjeux stratégiques dans ce domaine. En octobre 2005, un autre décret présidentiel a mis en place l'Équipe nationale interministérielle de négociation commerciale, placée sous la présidence et la vice-présidence du Ministre de l'économie chargé de la coordination et du Ministre du commerce, respectivement. Son rôle consiste notamment à: améliorer la participation de l'Indonésie aux travaux des instances internationales; mesurer l'impact des enjeux commerciaux internationaux sur l'économie nationale; préparer et formuler les stratégies et les positions en vue des négociations commerciales; et faire connaître le résultat des négociations aux parties prenantes nationales.

---

<sup>5</sup> Indice 2006 de la perception de la corruption compilé par Transparency International. Adresse consultée: <http://www.transparency.org>.

15. Le Ministère du commerce est le principal organisme public chargé de coordonner la politique commerciale et les relations commerciales internationales, y compris les activités dans le cadre de l'OMC. En 2004, le Ministre du commerce a annoncé un réexamen d'ensemble de la politique commerciale, visant à supprimer les mesures protectionnistes des administrations précédentes, rationaliser et abaisser les droits de douane et éliminer progressivement les interdictions et les contingents. Dans ce cadre, le *Team Tariff*, organisme interministériel chargé de revoir les mesures tarifaires et non tarifaires, a annoncé en décembre 2004 l'achèvement de la première phase d'un vaste programme d'harmonisation des tarifs douaniers. Par le Décret n° 49/M-DAG/KEP/3/2006, le Ministre du commerce a précisé le rôle et les fonctions du groupe de travail technique de négociation sur les questions commerciales.<sup>6</sup>

16. Selon les autorités, il n'existe pas d'organe consultatif indépendant officiellement chargé d'évaluer les politiques commerciales et les mesures d'aide sectorielle ou de conseiller les pouvoirs publics en la matière. Ces derniers peuvent toutefois obtenir des avis auprès d'institutions et d'instances de réflexion internationales telles que le FMI, la Banque mondiale et le Groupe consultatif pour l'Indonésie, l'USAID, la Banque asiatique de développement (BAD), le Centre for Strategic and International Studies (CSIS-Indonésie), l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et les programmes de soutien commercial des CE.

#### 4) LOIS ET RÉGLEMENTATIONS COMMERCIALES

17. Le gouvernement actuel s'est fixé pour objectif d'accroître l'efficacité de l'économie en ouvrant les marchés et en libéralisant le commerce, en protégeant les droits de propriété intellectuelle, en renforçant la primauté du droit et la transparence, en améliorant le climat de l'investissement et en encourageant la concurrence. À cette fin, il a entrepris de revoir l'ensemble des règles et des réglementations relatives aux importations et aux exportations de même que le régime des licences d'exploitation, ce dans l'intention déclarée d'identifier, pour y remédier, les lourdeurs administratives et les déficiences de la politique du commerce et de l'investissement. Les révisions qui sont prévues dans l'ambitieux programme d'action pour l'amélioration de l'investissement visent en particulier la réglementation douanière et la réglementation en matière d'investissement. Le but de la réforme douanière, par exemple, est de combattre la contrebande et la fraude douanière, et de se mettre en conformité avec les procédures d'évaluation en douane et les mesures de sauvegarde de l'OMC.

18. Les lois indonésiennes sont publiées au Journal officiel<sup>7</sup>, et un nombre croissant de ministères se dotent de sites Internet pour diffuser les lois, règlements et décrets ainsi que d'autres renseignements en anglais (tableau II.1).

---

<sup>6</sup> Le mandat du groupe de travail couvre les domaines suivants: coopération et développement (Ministère des affaires étrangères); services (Ministère des finances et Banque centrale) et commerce électronique; négociations sur les produits non agricoles (Ministère de l'industrie et Ministère du commerce); agriculture (Ministère de l'agriculture); environnement (Ministère des affaires étrangères et Ministère de l'environnement); marchés publics (Agence nationale de planification du développement/BAPPENAS); droits de propriété intellectuelle (Ministère de la justice et Agence nationale de contrôle des médicaments); investissement (Ministère de l'économie chargé de la coordination et Conseil de coordination de l'investissement); politique de la concurrence (Commission indépendante de supervision de la concurrence et BAPPENAS); règlements commerciaux et facilitation des échanges (Ministère du commerce et Ministère des finances).

<sup>7</sup> Les dispositions des traités internationaux sont intégrées à l'ordre juridique national par voie de ratification. Une fois ratifiés, les traités internationaux sont incorporés à la législation nationale et applicables sur tout le territoire de l'Indonésie mais la législation nationale prime en cas de contradiction.

**Tableau II.1**  
**Législation commerciale, 2007**

Législation	Description	Date d'entrée en vigueur
Ordonnance fiscale n° 319	Fiscalité des sociétés	1925
Loi n° 1/1967	Investissement étranger	1967
Loi n° 6/1968	Investissement intérieur	1968
Loi n° 4 <sup>a</sup>	Gestion de l'environnement	1982
Loi n° 6 <sup>b</sup>	Droit d'auteur	1982
Loi n° 23	Santé	1992
Loi n° 7 <sup>c</sup>	Brevets	1994
Décret présidentiel n° 75	Liste des activités fermées aux ressortissants étrangers	1995
Loi n° 7	Produits alimentaires	1996
Loi n° 1/1995	Constitution des sociétés de type PMA	1997
Loi douanière n° 10/1995	Procédures douanières	1997
Règlement gouvernemental n° 27	Fusion des sociétés à responsabilité limitée	1998
Règlement gouvernemental n° 72	Contrôle des médicaments et des appareils médicaux	1998
Loi n° 22	Élargissement des droits des autorités locales sur les ressources naturelles dans le cadre de l'autonomie régionale	1999
Loi n° 41 <sup>d</sup>	Foresterie	1999
Loi n° 5	Lutte contre les monopoles et la concurrence déloyale	1999
Décrets présidentiels n° 96 et 118	Liste des activités fermées/ouvertes aux investisseurs sous certaines conditions	2000
Loi n° 31	Modèles et dessins industriels	2000
Loi n° 32	Topographies des circuits intégrés	2000
Loi n° 30	Secrets de fabrique et de commerce	2000
Décret présidentiel n° 127	Secteurs réservés aux petites entreprises et secteurs ouverts aux moyennes et grandes entreprises sous des conditions de partenariat	2001
Règlement gouvernemental n° 83	Possibilités pour les investisseurs étrangers d'acquérir des parts de sociétés nationales et étrangères	2001
Loi n° 14	Protection des droits de propriété intellectuelle	2001
Loi n° 15 <sup>e</sup>	Marques de fabrique et de commerce	2001
Règlement gouvernemental n° 26	Importation et/ou fourniture de certains produits stratégiques exemptés de la TVA	2003
Loi n° 13	Main-d'œuvre, réglementation des conditions de travail	2003
Règlement gouvernemental n° 19	Contrôle des tabacs	2003
Loi n° 2	Amélioration du règlement des différends en matière industrielle	2004
Loi n° 7	Ressources en eau	2004
Règlement ministériel n° 20	Emploi des expatriés et formation de la main-d'œuvre nationale	2004
Règlement gouvernemental n° 28	Sécurité sanitaire et qualité des produits alimentaires, et nutrition	2004
"Cyber Law"	Commerce électronique	Examen en cours au Parlement

a Une loi sur la gestion de l'espace a été adoptée ultérieurement (Loi n° 24/1992).

b Modifiée par la suite en 1987 et 1997, et modifiée dernièrement en 2002 par la Loi n° 19.

c Modifiée en 2001 par la Loi n° 14.

d Bien que l'exploitation forestière soit interdite aux investisseurs étrangers, le Parlement indonésien (avec l'assentiment ultérieur de la Cour suprême) a approuvé la Loi n° 19/2004 qui autorise 13 sociétés, dont la succursale indonésienne d'une société étrangère, à entreprendre des activités d'extraction à ciel ouvert.

e Modifiée en 2001.

Source: Gouvernement indonésien.

## 5) OBJECTIFS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

19. Sur un plan général comme à l'échelon sectoriel, les objectifs majeurs et les grandes priorités de la politique commerciale consistent à améliorer le climat économique et à renforcer la compétitivité régionale; à stimuler les investissements étranger et intérieur, notamment dans l'infrastructure et l'exportation; et à parvenir à une multiplication des emplois de haut niveau qui sont nécessaires à un essor économique soutenu. Les autorités maintiennent qu'à cette fin l'Indonésie devrait rétablir son influence dans les instances et les négociations commerciales bilatérales, régionales et multilatérales, afin d'élargir ses débouchés internationaux et d'appuyer la libéralisation des échanges au plan mondial tout en protégeant ses propres intérêts économiques et en tirant le meilleur parti possible pour le bien-être de sa population.

## 6) ACCORDS ET ARRANGEMENTS COMMERCIAUX

20. De l'avis du gouvernement, en matière de négociations commerciales avec l'extérieur, et à l'instar de pays voisins, l'Indonésie se doit de suivre une triple voie: multilatérale, sous les auspices de l'OMC; régionale, dans le cadre des accords de l'ANASE et de l'ANASE+; et bilatérale, en vue d'un accord commercial avec le Japon. L'Indonésie étudie par ailleurs ce que pourrait lui apporter et lui coûter l'établissement d'une zone de libre-échange avec d'autres partenaires potentiels, dont les États-Unis et le Pakistan. Dans cette démarche multidirectionnelle, le pays veille à ce que les différentes négociations soient cohérentes entre elles et qu'elles ne conduisent pas à des accords qui diffèrent quant à la structure, aux engagements, aux règles d'origine et à d'autres aspects des règles et des normes. Toute incompatibilité de cette nature ferait supporter un coût additionnel aux entreprises et compromettrait les avantages apportés par les accords.

### i) Accords multilatéraux

21. L'Indonésie est un membre originel actif de l'OMC. Au cours de la période considérée, le gouvernement a présenté un certain nombre de notifications à l'OMC (tableau II.2). Il apparaît qu'aucune notification n'a été présentée sur les questions agricoles, mais des statistiques commerciales et des données sur le droit d'importation ont été communiquées régulièrement à la Base de données intégrée de l'OMC.

**Tableau II.2**  
**Principales notifications de l'Indonésie au titre de l'Accord sur l'OMC, avril 2003-mars 2007**

Accords de l'OMC et date de distribution	Dispositions pertinentes	Motif de la mesure	Périodicité	Cote de la notification la plus récente
<b>Mesures sanitaires et phytosanitaires</b>				
05.10.2006	Article 7, Annexe B	Végétaux	<i>Ad hoc</i>	G/SPS/N/IDN/31
28.08.2006		Carcasses, viandes et abats	<i>Ad hoc</i>	G/SPS/N/IDN/30
17.08.2006		Protection contre les substances pathologiques et/ou les médicaments vétérinaires	<i>Ad hoc</i>	G/SPS/N/IDN/29
20.06.2006	Annexe B de l'Accord	Protection de la santé humaine contre toutes les maladies des poissons; santé animale	<i>Ad hoc</i>	G/SPS/N/IDN/28
29.05.2006		Préservation des végétaux; protection du territoire	<i>Ad hoc</i>	G/SPS/N/IDN/27
31.10.2005		Protection des animaux vivants, des produits animaux et de leurs dérivés – Fièvre aphteuse	<i>Ad hoc</i>	G/SPS/N/IDN/26 – Mesures d'urgence

Accords de l'OMC et date de distribution	Dispositions pertinentes	Motif de la mesure	Périodicité	Cote de la notification la plus récente
31.10.2005		Sécurité sanitaire des produits alimentaires, santé animale, protection du territoire	Ad hoc	G/SPS/N/IDN/26
07.09.2005		Poissons vivants; santé animale, protection du territoire	Ad hoc	G/SPS/N/IDN/25
18.05.2005		Prescriptions et mesures de quarantaine; préservation des végétaux et protection du territoire contre les organismes nuisibles	Ad hoc	G/SPS/N/IDN/24
24.01.2005		Sécurité sanitaire des produits alimentaires et préservation des végétaux	Ad hoc	G/SPS/N/IDN/23
12.08.2004		Tous produits alimentaires; sécurité sanitaire des produits alimentaires; protection des personnes contre les parasites et les maladies animales/végétales	Ad hoc	G/SPS/N/IDN/22
08.06.2004		Préservation des végétaux, protection du territoire contre d'autres dommages attribuables à des parasites	Ad hoc	G/SPS/N/IDN/21
09.03.2004		Procédure de contrôle de l'importation; matériel de multiplication végétale	Ad hoc	G/SPS/N/IDN/20
27.05.2003		Prescriptions à l'importation de peaux et de cuirs	Ad hoc	G/SPS/N/IDN/19
25.01.2006		Obligations en matière de transparence – Points d'information nationaux	Annuelle	G/SPS/ENQ/19
20.10. 2004				G/SPS/ENQ/17
05.12.2003				G/SPS/ENQ/16
24.10. 2003				G/SPS/GEN/27/Rev.11
Sauvegardes				
29.09.2006	Article 12:1 a)	Clôture de l'enquête	Ad hoc	G/SG/N/9/IDN/2
09.02.2006		Clôture de l'enquête	Ad hoc	G/SG/N/9/IDN/1
09.01.2006		Ouverture d'une enquête	Ad hoc	G/SG/N/6/IDN/3
12.08.2005		Ouverture d'une enquête	Ad hoc	G/SG/N/6/IDN/2
21.10.2004	Article 12:1 b)	Ouverture d'une enquête	Ad hoc	G/SG/N/6/IDN/1
07.02.2006		Imposition d'un droit définitif (constatation)	Ad hoc	G/SG/N/8/IDN/1/Suppl.1
07.02.2006				G/SG/N/10/IDN/1/Suppl.1
07.02.2006				G/SG/N/11/IDN/1/Suppl.1
01.04.2003	Article 12:6	Lois et réglementations	Ad hoc	G/SG/N/1/IDN/2
Obstacles techniques au commerce				
24.11.2006	Articles 3.2 et 7.2	Prescriptions des normes SNI	Ad hoc	G/TBT/N/IDN/14, G/TBT/N/IDN/15
16.02.2006	Article 15.2	Mesure en vigueur	Non spécifiée	G/TBT/GEN/1/Rev.3
17.02.2006	Décision ministérielle du GATT sur l'ISO/CEI	Transparence – Code de pratique	Annuelle	G/TBT/CS/2/Rev.12
13.10.2004	Article 10.1 et 10.3	Points d'information nationaux	Non spécifiée	G/TBT/ENQ/25
18.05.2004	Article 15.2	Mise en œuvre de l'Accord	Ad hoc	G/TBT/2/Add.3/Rev.1
12.08.2003	Article 10.6	Normes relatives à la fréquence pour le système de courant alternatif	Non spécifiée	G/TBT/N/IDN/5 plus mises à jour au G/TBT/N/IDN/12
Actions antidumping				
19.01.2007	Article 16.4	Rapport semestriel 2006/II	Semestrielle	G/ADP/N/153/IDN
18.11.2006	Article 16.4		Semestrielle	G/ADP/N/145/IDN/Corr.1
16.05.2006	Article 16.4	Actions antidumping 2005/II	Semestrielle	G/ADP/N/139/IDN/Rev.1



Accords de l'OMC et date de distribution	Dispositions pertinentes	Motif de la mesure	Périodicité	Cote de la notification la plus récente
30.08.2005		Actions antidumping 2005/I	Semestrielle	G/ADP/N/132/IDN
21.08.2003		Rapport semestriel 2003/I	Semestrielle	G/ADP/N/105/IDN
17.02.2005		Rapport semestriel 2004/II	Semestrielle	G/ADP/N/126/IDN/Rev.1
21.06.2005				G/ADP/N/126/IDN/Rev.1/Corr.1
05.08.2004		Rapport semestriel 2004/I	Semestrielle	G/ADP/N/119/IDN
02.03.2004		Rapport semestriel 2003/II	Semestrielle	G/ADP/N/112/IDN
25.10.2005	Article 16.5	Autorités compétentes	<i>Ad hoc</i>	G/ADP/N/14/Add.21
20.10.2004		Autorités compétentes	<i>Ad hoc</i>	G/ADP/N/14/Add.19
07.10.2003		Autorités compétentes	<i>Ad hoc</i>	G/ADP/N/14/Add.17
<b>Subventions et mesures compensatoires</b>				
25.10.2005	Article 25.2		<i>Ad hoc</i>	G/SCM/N/18/Add.21
20.10.2004				G/SCM/N/18/Add.19
07.10.2003				G/SCM/N/18/Add.17
07.04.2005	Article 25.11	Actions en matière de droits compensateurs, I	Semestrielle	G/SCM/N/19/Add.1/Rev.12
20.04.2006		Actions en matière de droits compensateurs 2005, II	Semestrielle	G/SCM/N/138/Add.1
27.04.2004	Article 25.11	Actions en matière de droits compensateurs 2001, II	Semestrielle	G/SCM/N/81/Add.1/Rev.4
<b>Évaluation en douane</b>				
07.10.2005	Décision du Comité de l'évaluation en douane	Inclusion du montant des intérêts dans la détermination de la valeur en douane	<i>Ad hoc</i>	G/VAL/W/5/Rev.17
08.09.2003	Décisions A.3 et A.4	Interprétation de l'Accord; supports informatiques	Non spécifiée	G/VAL/N/3/IDN/1
<b>Accès aux marchés</b>				
28.03.2006	Décision relative au SH96	Introduction des modifications dans les listes de concessions tarifaires; dérogations	Non spécifiée	G/MA/TAR/2/Rev.37
<b>Groupe de travail des entreprises commerciales d'État</b>				
	Article XVII:4 a) du GATT de 1994	Renseignements sur le commerce d'État	<i>Ad hoc</i>	G/STR/N/10/IDN
<b>Procédures de licences d'importation</b>				
04.06.2004	Article 5:4	Réponses au questionnaire	Annuelle	G/LIC/Q/IDN/6/Add.1
09.10.2003				G/LIC/Q/IDN/2/Add.1
23.04.2003	Article 5	Procédures d'importation	<i>Ad hoc</i>	G/LIC/N/2/IDN/1
27.11.2006	Article 7:3	Produits soumis à licence d'importation	Non spécifiée	G/LIC/N/3/IDN/3
20.05.2003	Article 7:3	Réponses au questionnaire	<i>Ad hoc</i>	G/LIC/N/3/IDN/2
<b>ADPIC</b>				
19.08.03	Article 69	Points de contact	Non spécifiée	IP/N/3/Rev.7
<b>AGCS</b>				
02.12.03	Articles III:4 et IV:2	Points de contact et d'information	Non spécifiée	S/ENQ/78/Rev.5

Source: OMC, Répertoire central des notifications.

22. L'Indonésie a le statut d'observateur dans le cadre de l'Accord plurilatéral de l'OMC sur le commerce des aéronefs civils. Elle a adhéré à la Déclaration multilatérale sur le commerce des produits des technologies de l'information (Accord sur les technologies de l'information). En tant que membre du Groupe de Cairns, du G-33 et du G-20, elle occupe une position de pointe dans les négociations sur l'agriculture. Le G-33, sous la conduite de l'Indonésie, a centré ses efforts sur les produits spéciaux et le mécanisme de sauvegarde spéciale pour un sous-groupe de produits agricoles sur la base de la garantie de la sécurité alimentaire, des moyens d'existence des populations rurales et de l'emploi.<sup>8</sup>

23. Pour l'Indonésie, la notion de développement est au centre du Cycle du développement de Doha. Ainsi donc, pour assurer le développement, il s'agit non pas de réaliser des réformes commerciales proprement dites, mais de gérer l'ouverture des marchés de sorte qu'elle n'entraîne pas des coûts d'ajustement importants; d'établir une chronologie du processus au sein des secteurs et entre les secteurs; et de compléter les retombées positives des réformes commerciales par un renforcement des capacités portant aussi sur les autres changements politiques et institutionnels nécessaires.<sup>9</sup>

24. En Indonésie, 45 pour cent environ de la population travaillant dans le secteur rural, il est impératif de traiter différemment les sous-secteurs de l'agriculture (produits spéciaux) qui sont d'une importance critique pour la sécurité alimentaire, les moyens d'existence des populations rurales et le développement. Il est tout aussi important que des pays comme l'Indonésie puissent avoir recours au mécanisme de sauvegarde spéciale face à de grandes variations des prix à l'importation et des volumes d'importations qui peuvent avoir un effet négatif sur une grande partie de la population rurale. L'Indonésie entend en outre veiller à ce que le traitement spécial et différencié reste au centre des négociations et puisse devenir opérationnel et effectif comme prévu par le Programme de Doha pour le développement. S'agissant de l'agriculture, cela signifie donc qu'un ensemble de mesures minimales concernant le traitement spécial et différencié doit entre autres garantir un seuil différent et plus élevé pour les réductions tarifaires et une proportionnalité adéquate dans le niveau d'engagement de réductions.

25. En ce qui concerne l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA), un accès aux marchés amélioré et sûr est une condition indispensable à l'application de stratégies de développement orientées vers les exportations. La promotion des exportations de produits autres que le pétrole et le gaz constitue une des priorités afin de parvenir à une croissance durable et de créer des emplois. L'Indonésie soutient que les pays en développement doivent pouvoir maintenir plus longtemps un certain niveau de droits pour que leurs réformes de politique commerciale et les mesures et changements institutionnels complémentaires aient le temps de porter leurs fruits. L'Indonésie juge par conséquent inacceptable l'idée avancée par certains Membres développés de l'OMC de réduire de manière drastique le niveau des droits. S'agissant des services, elle a souligné que tout accord devrait se garder d'éroder les flexibilités des pays en développement ou de leur enlever la latitude si soigneusement négociée dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Elle appuie la proposition tendant à ce que les pays développés ouvrent plus largement leurs marchés aux spécialistes des pays en développement.<sup>10</sup> La position future de ces derniers doit être protégée par des

---

<sup>8</sup> Document de l'OMC WT/L/613.

<sup>9</sup> Voir le document WT/MIN(05)/ST/21: Déclaration de la Ministre indonésienne du commerce à la Conférence ministérielle de Hong Kong, datée du 14 décembre 2005.

<sup>10</sup> C'est ainsi que pour le secteur du tourisme, un groupe de pays en développement comprenant l'Indonésie a soumis un document invitant les autres Membres de l'OMC à ouvrir leurs marchés selon le mode 4 (mouvement des personnes physiques). OMC, document TN/S/W/23.

mesures de sauvegarde opérationnelle d'urgence lorsque leurs branches d'activité risquent de subir un préjudice. Le cadre sur les services devrait permettre aux pays en développement d'ouvrir ce secteur au rythme et selon des modalités qui correspondent à leur niveau de développement. L'Indonésie a également insisté sur la nécessité de se pencher sur les questions de mise en œuvre qui n'avaient pu être réglées dans la cadre du Cycle d'Uruguay, et notamment sur les dispositions antidumping et la flexibilité accrue à ménager aux pays en développement au titre de l'Annexe VII de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

**ii) Arrangements régionaux**

**a) Coopération régionale – APEC**

26. L'Indonésie est membre du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), qui a contribué à faire progresser la libéralisation du commerce et de l'investissement aux plans régional et mondial depuis sa création en 1989. Les 21 membres de l'APEC représentent collectivement 46 pour cent du commerce mondial et 57 pour cent du PIB mondial. En 2005, ils ont entrepris de faire le point de la réalisation des objectifs fixés à Bogor en 1994 et consistant à libéraliser complètement les échanges et les investissements dans la région de l'APEC à l'horizon 2010 pour les pays industrialisés et 2020 pour les pays en développement. L'étude a montré que les pays de l'APEC avaient encore un important chemin à parcourir dans cette voie, et qu'il leur fallait notamment redoubler d'efforts pour faire progresser les négociations dans la cadre du PDD; favoriser la conclusion d'accords de libre-échange de qualité; et améliorer l'environnement économique de la région.

27. Aux fins de la libéralisation, chaque membre de l'APEC adopte un plan unilatéral ou un plan d'action individuel (PAI). Les PAI peuvent être mis en œuvre conformément aux objectifs de politique intérieure de chaque membre et sont passés en revue régulièrement par l'ensemble des membres de l'APEC au regard des objectifs de Bogor. L'examen par les pairs du PAI indonésien effectué en 2005 a porté principalement sur 13 domaines spécifiques (parmi lesquels on peut citer les droits de douane, les mesures non tarifaires, les services, l'investissement, les procédures douanières, les DPI, les marchés publics, les normes et la politique de la concurrence), sous l'angle des progrès réalisés et des bonnes pratiques utilisées dans la cadre de la réalisation des objectifs de Bogor.<sup>11</sup> Selon le gouvernement indonésien, l'avantage appréciable quoique intangible de l'APEC réside dans le renforcement important des capacités et des connaissances en matière de libéralisation et de facilitation du commerce et de l'investissement qui est rendu possible par l'interaction avec les autres membres et par le fait d'avoir à formuler des positions dans un cadre hors négociation et non contraignant.

**b) Intégration régionale – ANASE**

28. En sa qualité de membre fondateur de l'ANASE et de l'APEC, l'Indonésie joue depuis longtemps un rôle de chef de file en Asie du Sud-Est et même dans la région de l'Asie-Pacifique. Au sein de l'ANASE, elle arrive largement en tête pour son assise économique, sa population et la superficie de son territoire. L'Accord-cadre sur le renforcement de la coopération économique signé en 1992 comportait la mise en place d'un Tarif préférentiel extérieur commun (CEPT) dans le but de créer une zone de libre-échange de l'ANASE (AFTA). Dans le cadre du CEPT, il a été convenu que les droits sur les produits visés seraient ramenés à un niveau compris entre zéro et 5 pour cent avant la fin de 2002 pour les membres fondateurs et le Brunéi Darussalam (ANASE-6), de 2006 pour le Viet Nam, de 2008 pour le Laos et le Myanmar, et de 2010 pour le Cambodge. La réduction ou la suppression des droits dans le cadre de l'AFTA est accordée sur la base de la réciprocité et est assortie

---

<sup>11</sup> APEC (2005).

de prescriptions de teneur en produits d'origine régionale.<sup>12</sup> Le processus de réduction des droits, qui a commencé en 1993, est presque terminé. Les membres de l'ANASE-6 ont déjà appliqué la réduction à 98,9 pour cent des produits du CEPT, le taux de droit étant compris entre zéro et 5 pour cent pour 99,6 pour cent desdits produits<sup>13</sup>; l'Indonésie a plafonné à 5 pour cent le taux des droits sur tous les produits originaires des pays de l'ANASE pour 11 034 lignes tarifaires.<sup>14</sup> Conformément aux dispositions convenues dans le cadre de l'AFTA, l'Indonésie applique trois différents taux réduits (zéro, 2,5 et 5 pour cent) à tous les produits importés de pays membres de l'AFTA qui répondent aux prescriptions de l'AFTA en matière de règles d'origine. Selon les autorités, l'Indonésie n'a pas de produit inscrit sur la liste d'exclusions temporaires.

29. L'ANASE s'emploie aussi à éliminer les obstacles non tarifaires au commerce entre ses membres, à harmoniser les nomenclatures, l'évaluation et les procédures douanières, à uniformiser les normes de produit et les prescriptions réglementaires et à améliorer les règles d'origine préférentielles. Pour ce qui est du programme de travail sur l'élimination des obstacles non tarifaires d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2008 (premier train de mesures), au 1<sup>er</sup> janvier 2009 (deuxième train de mesures) et au 1<sup>er</sup> janvier 2010 (troisième train de mesures), les autorités indiquent que l'Indonésie a soumis une mise à jour de sa liste des mesures non tarifaires, accompagnée des textes législatifs correspondants. L'Indonésie harmonisera sa nomenclature douanière dans le cadre du SH2007 avant le 1<sup>er</sup> janvier 2007. Quant aux règles d'origine dans le cadre du CEPT, l'ANASE s'attache à finaliser les règles par produit (PSRs) pour les produits relevant des Secteurs d'intégration prioritaire (PIS) ainsi que le texte des règles d'origine et des procédures de certification opérationnelle (OCP).

30. L'Accord-cadre de l'ANASE sur les services, signé en 1995, définit les lignes directrices de la libéralisation du commerce des services allant au-delà des engagements pris dans le cadre de l'OMC et encourage la coopération entre les fournisseurs de services des pays membres. L'ANASE a déjà mis en œuvre plusieurs séries de mesures de libéralisation du commerce des services – pour la construction, les télécommunications, les services commerciaux, les services financiers, le transport aérien et maritime et le tourisme. En vertu de ces mesures, les membres jouissent d'une préférence pour l'établissement d'une présence commerciale et l'emploi de professionnels sur le marché des autres membres. Il y a un programme d'intégration prioritaire qui devrait déboucher sur la libéralisation des échanges dans les secteurs du tourisme, de la santé et du transport aérien d'ici à 2010. Les pays souhaitent élargir le champ des négociations à tous les secteurs et à tous les modes de fourniture.

31. L'Accord de 1998 sur la zone d'investissement de l'ANASE vise à faciliter la libre circulation des investissements directs, des technologies et du personnel qualifié – dans l'industrie manufacturière, l'agriculture, la pêche, l'exploitation des forêts et les industries extractives, ainsi que dans les services annexes de ces activités. Son objectif est de promouvoir l'investissement direct entre les pays de l'ANASE, l'intégration régionale et la coopération pour promouvoir la région en tant que destination de l'IED.

---

<sup>12</sup> Le droit préférentiel est accordé si la teneur en intrants d'origine régionale est d'au moins 40 pour cent, le cumul étant admis.

<sup>13</sup> Voir l'information en ligne de l'ANASE. Adresse consultée: <http://www.aseansec.org>.

<sup>14</sup> Toutefois, en février 2002, le gouvernement indonésien a décidé de ne pas appliquer cette mesure au sucre, conformément à l'AFTA. Elle a ajouté ce produit à la "liste des produits très sensibles" qui sont assujettis à un droit maximum de 20 pour cent sur la période 2003-2010.

32. Les membres de l'ANASE ont aussi décidé de promouvoir l'intégration économique régionale en créant une Communauté économique de l'ANASE (AEC), c'est-à-dire un marché unique assurant la liberté de circulation des biens et des services, du personnel qualifié et des capitaux, d'ici à 2020. Ils ont défini onze secteurs prioritaires: l'agro-industrie, le transport aérien, l'automobile, l'électronique, la pêche, les soins de santé, la production d'articles en caoutchouc, les produits et services liés aux technologies de l'information et de la communication et au commerce électronique, les textiles et vêtements, le tourisme et la fabrication d'articles en bois. Ils ont signé en 2004 un accord-cadre visant à accélérer l'intégration des secteurs prioritaires. En 2003, les échanges de biens et services des secteurs prioritaires représentaient plus de 50 pour cent du commerce intra-ANASE.

*Accords de libre-échange (ALE) entre l'ANASE et des pays tiers*

33. L'ANASE négocie des accords commerciaux régionaux avec des pays tiers tels que la Chine, le Japon, la Corée, l'Australie et la Nouvelle-Zélande (CER) et l'Inde. À l'occasion du sommet de l'ANASE de 2002, les membres de l'ANASE et la Chine ont signé un accord-cadre pour ouvrir des négociations en 2003 dans le but d'établir la plus grande zone de libre-échange (ZLE) du monde, avec un marché total de 1,7 milliard d'habitants. L'ALE ANASE-Chine devrait être mis en place sur une période de dix ans par l'élimination progressive des droits de douane et des obstacles non tarifaires et la libéralisation du commerce des services et de l'investissement. L'Accord relatif aux marchandises a été signé en novembre 2004. La première série de réductions des droits de douane, visant 40 pour cent des lignes tarifaires, a été achevée le 1<sup>er</sup> juillet 2005; les droits avaient déjà été réduits le 1<sup>er</sup> janvier 2004 pour les tout premiers produits concernés (animaux vivants, viande, poisson, produits laitiers, autres produits du règne animal, arbres vivants, légumes et fruits). Toutefois, en novembre 2004, le gouvernement a décidé d'inscrire 400 produits sur la liste des produits sensibles ou très sensibles qui seront exclus du champ d'application de l'ALE entre l'ANASE et la Chine.<sup>15</sup>

34. L'ANASE coopère aussi avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande dans le cadre de l'Accord AFTA-CER pour un partenariat économique plus étroit. Des négociations visant à établir une ZLE ANASE-CER ont été engagées en avril 2005 et devraient être achevées en 2007. L'ANASE coopère aussi avec l'UE dans des domaines comme la facilitation des échanges, les normes industrielles, les produits alimentaires et la promotion de l'investissement, dans le cadre de l'Initiative commerciale régionale trans-UE ANASE (TREATI). L'ANASE et l'UE mènent actuellement une étude de faisabilité conjointe sur un projet de ZLE élaboré par le Groupe Vision ANASE-UE. L'ANASE est en pourparlers avec les États-Unis en vue de conclure un Accord-cadre sur le commerce et l'investissement (TIFA) en vertu de l'Initiative "entreprise pour l'ANASE" annoncée par les États-Unis en 2002. Des négociations ont été engagées en 2004 en vue de l'établissement d'une ZLE ANASE-Inde d'ici à 2011 pour les six membres fondateurs de l'ANASE, et d'ici à 2016 pour les autres membres de l'ANASE. Il y a aussi des négociations avec le Japon en vue de conclure un accord de partenariat économique global ANASE-Japon qui déboucherait sur l'établissement d'une zone de libre-échange régionale pour les biens et services d'ici à 2012 pour les premiers membres de l'ANASE (ANASE-6) et à 2017 pour les nouveaux membres. L'ANASE et la Corée ont engagé en avril 2005 des négociations en vue d'établir une ZLE; les deux parties sont convenues de supprimer les droits de douane sur 80 pour cent au moins des marchandises le 1<sup>er</sup> janvier 2009 au plus tard.

---

<sup>15</sup> La liste des produits sensibles comprend les voitures, les produits de l'électronique, les textiles et les produits chimiques dont l'importation en Indonésie est souvent soumise à des prescriptions de licence et à des normes de contrôle de qualité. Dans la liste des produits très sensibles, on trouve notamment le riz, le sucre, les fèves de soja, le maïs et d'autres denrées alimentaires. Les négociations menées en 2005 ont permis de ramener à 351 le nombre des produits figurant sur ces listes.

**iii) Arrangements bilatéraux**

35. Au cours de la période considérée, le gouvernement s'est par ailleurs employé activement à élargir les débouchés de l'économie par le biais d'accords bilatéraux. En particulier avec le Japon, son premier partenaire commercial, l'Indonésie a eu plusieurs séries de pourparlers en 2005 et 2006 en vue d'un large accord de partenariat économique bilatéral portant sur la libéralisation des échanges de marchandises et de services, la coopération dans le domaine des investissements, la politique de la concurrence et la circulation des personnes.<sup>16</sup> L'Indonésie a commencé à étudier, sous l'angle du rapport coût-avantage, la possibilité de conclure un accord de libre-échange avec d'autres partenaires potentiels tels que les États-Unis, le Pakistan et l'Inde. En 2005, le pays a intensifié ses pourparlers avec les États-Unis en vue d'un éventuel ALE bilatéral.

**iv) Préférences commerciales**

36. Dans le cadre des arrangements internationaux en la matière, l'Indonésie bénéficie de préférences commerciales en même temps qu'elle en accorde. Au titre du Système généralisé de préférences (SGP), elle reçoit un traitement spécial de la part, entre autres, des pays suivants: Canada, Japon, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suisse, États-Unis, Bulgarie, Australie, Turquie et UE. L'Indonésie accorde un traitement tarifaire préférentiel à certains produits importés d'autres pays en développement dans le cadre du Système global de préférences commerciales (SGPC), auquel elle a adhéré en octobre 1989. Actuellement, l'Indonésie accorde des préférences SGPC pour 31 positions tarifaires, la marge préférentielle étant de 10 pour cent en général. L'Indonésie n'applique aucun droit de douane aux importations en provenance de pays non Membres de l'OMC en sus du droit NPF.

**7) DIFFÉRENDS COMMERCIAUX ET CONSULTATIONS**

37. Au cours de la période considérée, l'Indonésie a été partie à deux différends dans le cadre du Mémoire d'accord sur le règlement des différends (tableau II.3).

38. Dans l'affaire qui l'a opposée à la Corée, L'Indonésie a demandé l'établissement d'un groupe spécial pour examiner l'imposition par la Corée de droits antidumping définitifs sur les importations de papier reprographique ("business information paper") et de papier d'imprimerie sans bois non couché en provenance d'Indonésie. Selon l'Indonésie, ces droits venaient contrarier ses efforts de promotion des exportations à un moment crucial. La Corée avait imposé ces droits antidumping en novembre 2003 et les exportations indonésiennes de papier vers ce pays en avaient gravement souffert. L'Indonésie et la Corée sont convenues que le délai raisonnable imparti pour la mise en œuvre des recommandations et des décisions de l'ORD expirerait à la fin juillet 2006.

---

<sup>16</sup> Le 28 novembre 2006, le Premier Ministre japonais et le Président de la République d'Indonésie ont annoncé conjointement qu'ils étaient parvenus à un accord de principe sur les grandes lignes de l'Accord de partenariat économique Indonésie-Japon (IJEPA), qui vise un resserrement des liens économiques entre les deux pays par la coopération dans les domaines du renforcement des capacités, de la libéralisation, et de la promotion et facilitation du commerce et de l'investissement. L'Accord couvre un large éventail de secteurs de l'économie – dont l'énergie et les ressources minières, la circulation des personnes physiques, les marchés publics, la propriété intellectuelle, la politique de la concurrence, l'amélioration de l'environnement économique et le renforcement de la confiance des chefs d'entreprise. L'IJEPA prévoit en outre un vaste projet de coopération pour le renforcement des capacités axé sur les activités visant à accroître la compétitivité des produits agricoles, halieutiques et sylvicoles de l'Indonésie, y compris des initiatives conjointes destinées à promouvoir encore la compétitivité de l'industrie manufacturière indonésienne.

**Tableau II.3**  
**Participations récentes de l'Indonésie au mécanisme de règlement des différends de l'OMC**

Défendeur/ différend	Plaignant(s)	Demande de consultation/ d'établissement d'un groupe spécial	Établissement du Groupe spécial/ distribution du rapport	Appel	Adoption du rapport du Groupe spécial/de l'Organe d'appel
Corée – Droits antidumping sur certains papiers en provenance d'Indonésie	Indonésie	10.06.2004 (WT/DS312/1, G/L/681, G/ADP/D54/1)	27.09.2004 (WT/DS312/3)		28.10.2005
		20.08.2004 (WT/DS312/2)	28.0.2005 (WT/DS312/R) <sup>a</sup>		
États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention <sup>b</sup>	Australie, Brésil, CE, Chili, Corée, Inde, Indonésie, Japon et Thaïlande	21.12.2000 (WT/DS217/1 G/L/430 G/ADP/D31/1 G/SCM/D39/1)	23.08.2001 WT/DS217/6 WT/DS234/14	18.10.2002 WT/DS217/8 WT/DS234/16	27.01.2003 WT/DS217/11 WT/DS234/19
		13.07.2001 (WT/DS217/5)	16.09.2002 WT/DS217/R WT/DS234/R		

a Deux délégations ont présenté une communication conjointe sur la conclusion d'un accord au titre de l'article 21:3 b) du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends. Lors de sa réunion du 23 janvier 2007, l'Organe de règlement des différends (ORD) a renvoyé ce différend au Groupe spécial initial, si possible, conformément à l'article 21:5 du Mémoire d'accord, afin qu'il examine la question portée devant l'ORD par l'Indonésie dans le document WT/DS312/9. Le mandat du Groupe spécial était le suivant: "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par l'Indonésie dans le document WT/DS312/9, la question portée devant l'ORD par l'Indonésie dans ce document; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."

b Les parties au différend n'ont pu parvenir à un accord au titre de l'article 21:3 du Mémoire d'accord et certains Membres de l'OMC se sont prévalus de la possibilité prévue à l'article 22:2 du Mémoire d'accord. Toutefois, l'Indonésie n'a pas suspendu ses concessions à l'égard des États-Unis, se réservant le droit de le faire à l'avenir au titre de l'article 22:6 du Mémoire d'accord.

Source: Secrétariat de l'OMC.

39. L'Indonésie était au nombre des plaignants dans le différend contre les États-Unis au sujet de la Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention (CDSOA, plus connue sous le nom d'amendement Byrd). De plus, en 2004, les États-Unis ont appliqué des mesures antidumping à l'encontre des importations indonésiennes de résine de polyéthylène téréphtalate (PET) pour la fabrication des bouteilles et de certains champignons en conserve.<sup>17</sup> En février 2006, L'Indonésie et les autres plaignants ont accueilli favorablement les dispositions prises par le Congrès des États-Unis pour révoquer la CDSOA mais ne sont pas convenus que le défendeur ait mis ses mesures en pleine conformité avec les recommandations et les décisions de l'ORD.

40. Selon les autorités, l'Indonésie et le Japon sont arrivés à une solution mutuellement satisfaisante dans le différend concernant la classification douanière des lignes tarifaires de l'Indonésie pour les "autres appareils photographiques numériques". L'Indonésie a accepté de procéder à l'élimination progressive des droits de douane sur les produits en question entre janvier 2007 et janvier 2009.

<sup>17</sup> En 2006, d'autres droits antidumping ont été imposés sur des produits d'origine indonésienne par l'Australie (polyéthylène linéaire de faible densité) et la Turquie (parquets stratifiés préfinis (flottants ou non)); en 2005 par la Malaisie (polyéthylène téréphtalate (PET)); et en 2004 par la Nouvelle-Zélande (filtres à huile).

41. L'ANASE s'est dotée d'un mécanisme de règlement des différends similaire à celui de l'OMC pour régler les différends entre ses membres concernant tout accord de caractère économique. Au cours de la période considérée, ce mécanisme n'a eu à connaître d'aucun différend impliquant l'Indonésie.

## 8) RÉGIME DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER

42. L'investissement s'est effondré pendant et après la crise économique de 1997-1998, et le solde de l'investissement étranger direct n'est redevenu positif qu'en 2005. Le renforcement récent de la stabilité politique et économique a supprimé certains risques d'investissement et a amélioré le climat du marché.<sup>18</sup> Toutefois, les entreprises interrogées par la Banque mondiale indiquent que le coût lié à la corruption et au peu de respect des obligations contractuelles, au poids excessif et à l'imprévisibilité des réglementations, et au manque de fiabilité de l'infrastructure peut représenter 20 pour cent du chiffre d'affaires (contre 8 pour cent en Pologne et 13 pour cent en Chine, par exemple).<sup>19</sup> La corruption et les carences de l'infrastructure affectent aussi directement les populations pauvres, en amputant leurs revenus déjà maigres et en restreignant leur accès aux services. Selon la Banque d'Indonésie, le climat de l'investissement en Indonésie est l'un des pires de la région s'agissant de la plupart des éléments de mesure (encadré II.1).

### Encadré II.1: Obstacles à la compétitivité de l'économie indonésienne

La conjugaison de divers obstacles fait que l'Indonésie arrive derrière ses voisins asiatiques pour ce qui est de la compétitivité de l'économie. Une étude du Forum économique mondial montre que l'Indonésie occupe la 59<sup>ème</sup> place sur l'échelle de la compétitivité mesurée à l'aune du fonctionnement et de la stratégie des entreprises ainsi que de la qualité de l'environnement économique. En comparaison, la Malaisie se classe 23<sup>ème</sup>, la Thaïlande 37<sup>ème</sup>, l'Inde 31<sup>ème</sup> et la Chine 57<sup>ème</sup>. L'étude effectuée par le Forum sur la compétitivité en prenant pour critère une combinaison de l'indice de technologie, de l'indice des institutions publiques et de l'indice de l'environnement macro-économique a fait reculer l'Indonésie du 69<sup>ème</sup> rang en 2004 au 74<sup>ème</sup> en 2005.

#### Efficacité de l'administration

Plusieurs travaux font ressortir une efficacité relativement faible des mesures visant à promouvoir l'investissement en Indonésie. Selon une étude de la Banque d'Indonésie, la principale entrave dans ce domaine tient au coût élevé des prélèvements illégaux, qui représente 60 pour cent de la problématique générale. S'agissant des problèmes liés au lancement d'une entreprise – nombre de démarches à accomplir, délais de démarrage, règles d'enregistrement et seuil de la mise de fonds initiale – l'étude de la Banque mondiale montre que l'Indonésie se comporte d'une manière bien moins efficace que d'autres pays asiatiques. Pour lancer une opération, l'investisseur doit accomplir 12 démarches qui prennent 151 jours. En Malaisie, le même investisseur n'a que neuf démarches à accomplir et 30 jours seulement à attendre.

<sup>18</sup> L'amélioration du climat du marché en Indonésie se reflète dans le relèvement récent des notations de crédit internationales, dans la réduction des primes de risque internationales et intérieures, et dans la très bonne tenue des cours à la Bourse de Jakarta.

<sup>19</sup> Banque mondiale (2005), page ii. D'après une étude conduite en août 2005 par l'Université d'Indonésie, les sociétés s'inquiètent de ce que le montant de la redevance demandé pour un permis ou une licence soit rarement le même et de ce que l'octroi des marchés et des concessions par l'État dépendent des relations personnelles. L'imprévisibilité juridique est souvent déplorée et plusieurs échelons de la justice passent pour être inefficaces et corrompus. Même si elles s'améliorent, les administrations fiscale et douanière sont toujours perçues par les milieux d'affaires comme étant généralement corrompues et arbitraires.



### Réglementations relatives à l'emploi et à la faillite

En ce qui concerne l'emploi, le principal obstacle tient au risque élevé lié aux licenciements, en dépit d'un coût du travail relativement compétitif. Les licenciements peuvent aussi comporter un risque de conflit entre la direction et les salariés, qui est susceptible de faire monter le coût de l'investissement en Indonésie. Cela a aussi une incidence sur le coût d'une faillite en Indonésie, où il est sensiblement plus élevé que dans d'autres pays d'Asie. Des indicateurs comparables concordent aussi avec les conclusions de l'étude de la Banque mondiale qui fait état d'un coût élevé des licenciements en Indonésie par rapport à certains autres pays d'Asie, et d'un processus de mise en faillite qui dure 34 jours. Toutefois, en Indonésie, le coût de l'emploi ne représente que 10,2 pour cent (du salaire), soit moins qu'en Malaisie (13,3 pour cent) et en Corée du Sud (17 pour cent).

### Fiscalité

Selon une enquête de la Banque d'Indonésie consacrée à la problématique du commerce international, plusieurs questions tarifaires et non tarifaires ont une forte incidence sur les coûts de production. Par ailleurs, une étude de la Banque mondiale montre que les prélèvements fiscaux sont nombreux en Indonésie: 52 par an, soit presque deux fois plus qu'en Malaisie (28). La même étude constate que ces prélèvements représentent 38,8 pour cent des bénéfices bruts, soit une proportion bien supérieure à celle de la Thaïlande (29,2 pour cent). S'y ajoutent les retards dans le remboursement de la TVA, qui prend généralement cinq mois et qui n'est opéré qu'à 87 pour cent du montant de la demande, et le temps requis pour remplir les déclarations de revenus.

### État de l'infrastructure

La promotion de l'investissement se heurte à des défis grandissants parce que l'infrastructure ne s'est pas développée au rythme de l'expansion économique. L'étude de la Banque d'Indonésie montre que les problèmes dont souffre l'investissement sont dus pour 32 pour cent aux carences de l'infrastructure, et notamment de l'infrastructure routière. Les contraintes qui pèsent sur le développement de l'infrastructure sont en partie liées à la modicité des budgets qui lui ont été consacrés par l'État ces dernières années. La volonté de dépenser plus pour l'infrastructure a été contrariée par les retards dans l'approbation des dépenses budgétaires.

Source: Banque d'Indonésie, *Economic Report on Indonesia 2005*, pages 48 à 50. Adresse consultée: <http://www.bi.go.id/web/en/Riset+Survey+Dan+Publikasi/Publikasi/Economic+Report/Ipi+05+eng.htm>.

#### a) Principales évolutions en matière réglementaire

43. L'investissement en Indonésie continue d'être régi par la Loi de 1967 sur l'investissement étranger et par la Loi de 1968 sur l'investissement intérieur. En règle générale, les étrangers ne peuvent investir que par le biais de l'établissement d'une société de type PMA.<sup>20</sup> De surcroît, ni les particuliers non indonésiens ni les sociétés étrangères n'ont accès à la propriété foncière en Indonésie, encore que les sociétés de type PMA disposent de certains droits restreints à cet égard. Les gouvernements successifs ont cherché à remplacer ces deux lois sur l'investissement par un nouveau texte unique. Le principal souci qui a guidé les rédacteurs de la nouvelle loi a été de placer les investisseurs étrangers et les investisseurs intérieurs sur un pied de plus stricte égalité. Le dernier des divers projets de loi sur l'investissement à avoir vu le jour a été présenté au Parlement au début de 2006.

<sup>20</sup> PMA (*penanaman modal asing*) signifie investissement étranger. La société de type PMA peut être une coentreprise constituée par un investisseur étranger et un partenaire indonésien ou une société dont la propriété est exclusivement étrangère et dans laquelle la participation étrangère peut atteindre 100 pour cent.

44. Un décret présidentiel pris en 2000 (Keppres No. 118/2000) a actualisé la classification des secteurs dans lesquels l'investissement est réglementé. On distingue aujourd'hui les secteurs qui sont totalement fermés à l'investissement, intérieur comme étranger; les secteurs qui sont interdits à l'investissement étranger; les secteurs qui sont ouverts aux investisseurs étrangers mais à condition qu'ils créent une coentreprise avec une personne physique ou morale indonésienne; et, enfin, les secteurs accessibles à l'investissement étranger mais sous certaines conditions précises (tableau II.4).

**Tableau II.4**  
**Liste négative pour l'investissement, 2006**

N°	Activité
<b>I.</b>	<b>INTERDICTION TOTALE DES INVESTISSEMENTS (INTÉRIEURS ET ÉTRANGERS)</b>
	<b>Agriculture</b>
1.	Culture et transformation de cannabis et produits assimilés
	<b>Exploitation des mers et pêche</b>
2.	Ramassage et utilisation d'éponges
	<b>Industrie et commerce</b>
3.	Production de substances chimiques nocives pour l'environnement (penta-chlorophénol, dichloro-diphényl trichloro-éthane (DDT), dieldrine, chlordane, tétrachlorure de carbone, chloro-fluoro-carbone (CFC), méthyl bromure, chloroforme de méthyle, halon, etc.
4.	Production de substances chimiques figurant à l'annexe 1 de la Convention sur les armes chimiques (sarin, soman, tabun, gaz moutarde, lévisite, ricine, saxitoxine)
5.	Armes et équipements connexes
6.	Cyclamate et saccharine
7.	Boissons alcooliques (alcools forts, vin et bière)
8.	Casino et jeux d'argent
	<b>Communications</b>
9.	Fourniture de systèmes de gestion du trafic aérien, certification des navires et inspection pour le classement
10.	Gestion et exploitation du spectre des radiofréquences et de stations de surveillance des orbites satellitaires
	<b>Industries extractives et énergie</b>
11.	Extraction de minéraux radioactifs
<b>II.</b>	<b>INTERDICTION DE TOUT INVESTISSEMENT ÉTRANGER (ACTIVITÉS INTERDITES AUX INVESTISSEURS PARTIELLEMENT OU TOTALEMENT DÉTENUS PAR DES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES ÉTRANGÈRES)</b>
	<b>Sylviculture et plantations</b>
12.	Culture de matériel génétique
13.	Concession d'exploitation de forêts naturelles
14.	Entreprises de bûcheronnage
	<b>Communications</b>
15.	Services de transport par taxi/bus
16.	Petites entreprises de navigation
	<b>Commerce</b>
17.	Services de négoce et services d'appui, à l'exception de la vente au détail à grande échelle (centres commerciaux, supermarchés, grands magasins), du commerce de gros (distributeurs/grossistes, exportateurs et importateurs), de la fourniture de services d'exposition et de congrès, de la fourniture de services de certification de la qualité, de la fourniture de services d'études de marché, de la fourniture de services d'entreposage en dehors des ports maritimes et de la fourniture de services après-vente
	<b>Information</b>
18.	Radiodiffusion et télédiffusion, fourniture de services, fourniture de services de radiodiffusion et de télédiffusion en circuit fermé et presse audiovisuelle et écrite
19.	Production de films cinématographiques (production, services techniques, exportation et importation, distribution de films et exploitation de cinémas)
<b>III.</b>	<b>ACTIVITÉS OUVERTES À L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER DANS LE CADRE D'UNE COENTREPRISE AVEC DES INVESTISSEURS INTÉRIEURS</b>
20.	Construction et exploitation de ports maritimes
21.	Production, transport et distribution d'électricité
22.	Transport maritime
23.	Traitement de l'eau et distribution d'eau potable à usage public
24.	Services médicaux, y compris la construction et l'exploitation d'hôpitaux, les consultations de contrôle médical, les services de laboratoire clinique, les services de psychiatrie et de psychothérapie, les services de santé publique, la location d'équipement médical, les services d'assistance médicale et d'évacuation d'urgence, les services de gestion hospitalière et les services d'essai, d'entretien et de réparation d'équipements médicaux
25.	Télécommunications
26.	Transport aérien commercial régulier ou à la demande

N°	Activité
<b>IV.</b>	<b>ACTIVITÉS OUVERTES À L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER SOUS CERTAINES CONDITIONS</b>
	<b>Exploitation des mers et pêche</b>
27.	Élevage de poissons d'eau douce: a) ouvert à l'investissement étranger pour les tortues d'eau douce, les espèces nila gift, sidat, kodok lembu, les crevettes géantes d'eau douce et l'espèce tilapia; b) en coopération avec des petites entreprises
28.	Pêche aux poissons démersaux (pêche au gros, au mérou et autres poissons de haute mer, sauf dans les zones ZEEI du détroit de Malacca et de la mer d'Arafura)
	<b>Industrie</b>
29.	Production de pâte de bois: a) matières premières provenant de copeaux importées ou de la quarantaine de matières premières fournies par des exploitations de bois industriel; b) autres que par sulfonation et/ou chloration (C 12)
30.	Fabrication de pâte à partir de fibres de cellulose ou autres matières, sauf par sulfonation et/ou chloration (C 12)
31.	Chloro alkali, sauf obtenu à l'aide de mercure
32.	Produits finis et demi-produits en bois de mangrove (matières premières provenant de la culture de mangrove)
33.	Impression de billets de banque – licences d'exploitation de BOTASUPAL-BAKIN et autorisation de la Banque d'Indonésie exigées
34.	Travaux d'impression spéciaux – timbres-poste, timbres fiscaux, titres négociables de la Banque d'Indonésie, passeports et imprimés postaux timbrés; licences d'exploitation de BOTASUPAL-BAKIN exigées
35.	Transformation du lait (production de lait en poudre et de lait condensé sucré) (uniquement la transformation et non le reconditionnement)
36.	Production de contreplaqués et de bois de placage déroulés (uniquement dans la province d'Irian Jaya (Papouasie))
37.	Sciages a) uniquement dans la province d'Irian Jaya (Papouasie) ou b) en dehors de cette province uniquement à partir de grumes de forêt de plantation
38.	Production d'alcool éthylique destiné uniquement à servir de matière première ou de matière annexe pour d'autres industries
39.	Matières premières pour explosifs (nitrate d'ammonium) – uniquement en coopération avec les entreprises sécurisées et agréées par le Ministère de la défense
40.	Explosifs et composants d'explosifs à usage industriel a) uniquement en coopération avec des entreprises agréées par le Ministère de la défense, b) uniquement fabrication; l'entreposage et la distribution sont assurés par des entreprises désignées par le gouvernement
41.	Planification et supervision de travaux électriques, ouverts à l'investissement étranger, pour a) les centrales hydroélectriques d'une puissance installée supérieure à 50 MW, b) les centrales thermiques d'une puissance installée supérieure à 55 MW, c) les centrales géothermiques d'une puissance installée supérieure à 55 MW et d) les stations de relais principales et les réseaux de transport haute tension (plus de 500 KV)
42.	Construction d'équipements électriques, entretien, services d'installation, mise au point de technologies d'appui pour la fourniture d'électricité et essais des installations électriques – ouvert à l'investissement étranger à condition que les stations de relais principales et les réseaux de transport opèrent à plus de 500 KV
43.	Services de forage pour l'exploitation de pétrole et de gaz naturel – ouvert à l'investissement étranger uniquement a) pour les forages offshore, b) en particulier en dehors de la région est de l'Indonésie en coopération avec des partenaires nationaux de la branche
44.	Centrales électriques en dehors de Java, Bali et Madura
	<b>Commerce</b>
45.	Restauration – ouvert à l'investissement étranger dans les zones touristiques ou dans le cas des restaurants intégrés dans des hôtels
46.	Jeux d'argent – ouvert à l'investissement étranger dans les zones touristiques et dans les hôtels

Source: BKPM, sur la base du Décret présidentiel n° 96/2000, J.O. 118/2000. Adresse consultée: <http://www.bkpm.go.id/en/dni.php?mode=baca&t=Negative%20Investment%20List>

45. Le décret de 2000 a été le dernier d'une série de textes similaires qui ont progressivement réduit le nombre de secteurs totalement ou partiellement fermés à l'investissement étranger. En Indonésie, l'activité économique dans son ensemble est relativement très réglementée. L'un des défis que le gouvernement doit relever consiste à réduire l'emprise des réglementations afin de permettre au pays de mieux soutenir la concurrence sur le marché mondial. Ce dernier décret a libéralisé plusieurs secteurs: c'est ainsi que les services médicaux et la pisciculture en eau douce sont maintenant ouverts, mais dans la cadre de coentreprises. Certains secteurs sont réservés à l'État, comme la fabrication des armes. L'organisation de jeux d'argent et la propriété de casinos sont des activités illégales. Le secteur des boissons alcooliques est fermé aux nouveaux investissements étrangers.

46. Un nouveau projet de loi<sup>21</sup>, destiné à remplacer la législation actuelle, devrait libéraliser encore plus l'investissement; soumis au Parlement (au DPR) en mars 2006, il devrait être adopté en 2007. Ce projet de loi sur l'investissement est conçu pour améliorer la sécurité juridique, assurer un traitement égal à l'investissement étranger et à l'investissement intérieur et codifier le recours à l'arbitrage international dans les relations contractuelles. Il vise en outre à réduire sensiblement le temps nécessaire pour créer une entreprise et à le ramener à 30 jours, alors qu'il est actuellement estimé à 151 jours. Le projet de loi se propose enfin d'élaguer la "liste négative" des secteurs dans lesquels l'investissement étranger est interdit, et de résoudre les problèmes liés au chevauchement de réglementations qui découle de l'autonomie régionale. Une autre mesure destinée à améliorer le climat de l'investissement prévoit de réactiver le Service national pour la promotion des exportations et des investissements (PEPI), qui a pour principale mission de traiter des problèmes stratégiques rencontrés par les entreprises. Le Ministre des affaires économiques chargé de la coordination veillera à la mise en œuvre de la proposition, avec les autres volets du programme d'action.

47. Le Conseil de coordination de l'investissement (BKPM), qui est chargé de promouvoir l'investissement étranger, réglemente l'investissement dans l'industrie et les services, à l'exclusion des services financiers. Ces derniers, et notamment l'assurance et la banque, sont régis par le Ministère des finances. Le Département des mines et de l'énergie délivre les licences d'exploitation dans le pétrole et le gaz, l'électricité et l'extraction minière par l'intermédiaire de ses diverses agences. Les activités de télécommunications doivent être autorisées par le Département des télécommunications ainsi que par le BKPM.

48. Il n'existe pas de contrôle des changes applicable aux remboursements de prêts et aux transferts de bénéfices, dividendes, intérêts et redevances. Toutefois, les documents concernant toutes les transactions en devises doivent être fournis, y compris les récépissés de vente, lettres d'émission et accords de prêt. Tous les prêts à l'étranger doivent être déclarés à la Banque d'Indonésie pour que les fonds puissent être rapatriés au cas où un contrôle des changes serait instauré dans l'avenir. La rupiah, qui est la monnaie nationale, reste librement convertible. En octobre 2002, l'Indonésie a modifié les mesures de restriction frappant l'exportation de la monnaie nationale pour les Indonésiens et les étrangers, afin de les aligner sur les dispositions de la Loi n° 15/2002 sur le blanchiment d'argent qui a été adoptée cette année-là.<sup>22</sup>

---

<sup>21</sup> Le 2 mars 2006, le gouvernement a annoncé un Programme d'action pour l'amélioration du climat de l'investissement. Ce programme, qui a fait l'objet d'une Instruction présidentielle (Inpres 3/2006), privilégie quatre domaines dans lesquels nombre de réformes législatives étaient attendues depuis plusieurs années: investissement, fiscalité, douanes et travail.

<sup>22</sup> Cette loi a été modifiée par la suite en septembre 2003 dans le cadre de la lutte contre la corruption et les activités illicites. Toutefois, en juillet 2004, l'Indonésie était toujours considérée comme un "pays non coopératif" par le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI), basé à Paris, qui l'a placée sur une liste noire de sept pays. Selon le GAFI, la législation indonésienne n'était pas allée assez loin dans la criminalisation du blanchiment du produit des activités criminelles, avait laissé trop de temps aux banques pour présenter leurs rapports et n'avait pas su prévoir les mesures pour empêcher la divulgation non autorisée de ces rapports. Cependant, le 11 février 2005, l'Indonésie a été retirée de la liste des pays et des territoires non coopératifs (NCCT), après qu'une évaluation eut établi que le pays avait renforcé son appareil anti-blanchiment en ce qui concerne l'identification précise des clients, le signalement des transactions douteuses, les vérifications opérées par les banques et les moyens juridiques d'enquête et de répression mis en place pour lutter contre le blanchiment.

b) Incitations à l'investissement

49. Comme c'était déjà le cas à l'époque du dernier examen, effectué en 2003, les incitations à l'investissement sont accessibles à tous les investisseurs, nationaux et étrangers. Il s'agit notamment d'allègements des droits sur les intrants et biens d'équipement importés et d'incitations additionnelles pour les investissements à vocation exportatrice ainsi que pour les investissements dans certaines régions. Le nouveau projet de loi sur la fiscalité, qui relève du programme d'action pour l'amélioration du climat de l'investissement annoncé par l'État en 2006, prévoit une simplification du régime des incitations fiscales et un aménagement de la TVA destiné à encourager les exportations. L'Instruction présidentielle Inpres 3/2006 demande au Ministre des finances de dresser la liste des activités et des secteurs qui peuvent bénéficier d'incitations fiscales au titre de l'article 31A de la loi fiscale en vigueur.

c) Garanties d'investissement

50. L'Indonésie a signé des accords de garantie des investissements avec 60 pays, dont 18 sont membres de l'APEC. Trois de ces accords ont été signés depuis 2004 – avec la Bulgarie, l'Iran et l'Arabie saoudite. L'Indonésie est devenue membre de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI) afin de protéger ses investissements contre les risques politiques et avoir accès à des mécanismes efficaces en cas de différends en matière d'investissements. Pour pouvoir faire face aux différends liés à l'IED, l'Indonésie est également devenue membre de Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI).

**9) AIDE AU COMMERCE**

51. Selon les autorités, L'Indonésie bénéficie actuellement de deux grands projets d'assistance, l'un de l'Union européenne, et l'autre de l'USAID. Pour le programme de l'USAID, l'organisme national chargé de l'exécution est le Projet indonésien d'assistance au commerce (ITAP), qui a pour tâche de renforcer les capacités des administrations publiques en matière d'analyse, de négociation et de mise en œuvre des accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux. L'ITAP travaille directement avec le Ministère du commerce pour assurer une formation qui aidera les entreprises indonésiennes à trouver davantage de débouchés sur les marchés internationaux et à mieux lutter contre la concurrence qui y règne. Le Programme de soutien au commerce (TSP), qui est chargé de l'exécution du programme d'assistance de l'UE, se consacre principalement à la formation et à la diffusion de l'information, ainsi qu'aux études de marché. Les bénéficiaires de ce programme seront ceux qui exercent des activités commerciales internationales en Indonésie, en particulier les PME exportatrices, qui pourront ainsi accroître les échanges avec leurs homologues des autres pays et de l'UE. De plus, les sociétés européennes qui achètent en Indonésie y trouveront des produits plus fiables et plus conformes aux normes européennes, tandis que les sociétés européennes qui exportent vers l'Indonésie, ou qui opèrent dans ce pays, devraient également bénéficier de procédures d'importation simplifiées.